

Axe 2 : Représenter les intérêts sociaux

Responsables : Nicolas Kaciaf, Rémi Lefebvre, Aude Lejeune

L'axe 2 vise à questionner les modalités contemporaines de conversion des intérêts sociaux en intérêts politiques. Il s'agit plus précisément de se demander dans quelle mesure le contexte de « crise » du lien électoral s'accompagne d'une accentuation de l'emprise des professionnels et des catégories sociales dominantes sur les activités politiques, ou, au contraire, d'une « horizontalisation » des rapports politiques à travers le développement des dispositifs participatifs, l'émergence de nouvelles formes de mobilisations sociales et l'appropriation croissante des technologies numériques qui favorisent le contournement des états-majors et appareils partisans traditionnels, la diversification des prises de parole et l'avènement de nouveaux vecteurs d'expression et de circulation des idées. Les projets de recherche que rassemble ce deuxième axe partagent ainsi le souci de caractériser l'évolution de l'ordre démocratique, au prisme des acteurs qui entendent peser sur le devenir de nos sociétés, des ressources matérielles et idéelles qu'ils mobilisent et des rapports de pouvoir qui structurent leurs relations.

2.1. Les acteurs de la représentation politique

Les acteurs du jeu politique et les dynamiques de la représentation politique constituent un champ de recherche traditionnel du CERAPS que l'unité cherche à prolonger et à approfondir tant sur le plan du personnel politique et des élites, de l'analyse des organisations partisans et des formes de participation institutionnelle (comportements politiques et dispositifs de démocratie participative).

Les travaux sur **les élites et les élus** s'attachent aux "titres à représenter" et au processus différenciés de professionnalisation politique. Le projet ANR-DFG « (New) Political Representative Claims: A Global View (France, Germany, Brazil, China, India) » comprend l'étude des prétentions à représenter de Marine Le Pen. L'ANR ELUAR prend pour objet le rapport des élus à l'argent, principalement sous l'angle des indemnités en portant l'attention sur les modalités de rémunération et de rétributions matérielles associées au travail politique. L'hypothèse centrale du projet ELUAR est de mettre en évidence, par le prisme des gratifications matérielles, la diversité et l'inégalité des processus de professionnalisation politique. Il s'agit de réintroduire la dimension financière, longtemps refoulée et peu traitée, au centre de l'analyse des engagements et des carrières des personnels politiques qu'ils soient nationaux ou locaux afin de souligner les variétés des formes contemporaines de la professionnalisation politique et les inégalités sociales qui les sous-tendent. Les rapports subjectifs à l'argent à partir d'une enquête quantitative et qualitative de professionnels de la politique ou semi-professionnels (adjoints, maires de petites communes) seront examinés (perception du niveau "légitime" d'indemnisation, effets cliquet générés par l'entrée en politique, logiques d'embourgeoisement ou de déclassement induites par la professionnalisation). Un focus particulier sera consacré aux élus communistes français qui reversent traditionnellement une partie substantielle de leur indemnité à leur organisation en montrant que ce lien de subordination s'effrite. Les évolutions les plus récentes du personnel politique feront l'objet de différentes recherches portant sur les effets de la fin du cumul des mandats ou l'émergence d'élites locales dans de nouveaux partis (en Marche et France Insoumise) à la faveur des élections municipales et intermédiaires. Les recherches sur le Parlement et ses groupes parlementaires, en France et à l'étranger seront poursuivies.

Le prisme du genre constitue une autre voie d'analyse du personnel politique. L'engagement des femmes espagnoles dans la sphère politique sous la Transition démocratique sera observé en prenant en compte l'évolution de la représentation médiatique des électrices, candidates et élues. L'impact de l'entrée massive des femmes dans les conseils départementaux en France (suite à la mise en place d'un scrutin bi-nominal inédit) fera l'objet d'une recherche qui se penchera sur le profil des nouvelles élues et les pratiques genrées au sein de l'institution à la fois en termes de pratiques de représentation et d'action publique.

L'analyse des organisations partisans s'attache principalement à la permanence et à la recomposition des cultures organisationnelles. En quoi résistent-elles à des débâcles électorales (le cas du parti socialiste et de sa "refondation") ? Les cadres intermédiaires des partis, au niveau fédéral et départemental notamment feront l'objet d'investigations inédites. Une comparaison de La République en Marche et de la France Insoumise, sur le plan de la structuration organisationnelle permettra d'interroger le modèle émergent du "parti-plateforme" verticalisé malgré la promotion d'une culture militante participative et la normalisation ou pas de ce modèle partisan alternatif. Les formes de rénovation des partis "traditionnels" à travers les primaires ouvertes dans une perspective internationale comparée seront examinées.

L'analyse des **comportements électoraux** s'attachera lors des élections de la période 2019-2022 à poursuivre l'analyse du vote stratégique et ce qu'il implique en termes de coordination des partis et des électeurs, mais aussi d'analyser l'évolution du paysage politique, recomposé en 2017 (restructuration, réajustement, réalignement, stabilisation...). Les effets d'une réforme probable du mode de scrutin seront étudiés tout comme les effets de calendrier, le regroupement des élections municipales, départementales et régionales étant à l'étude. D'autres enquêtes ont pour but de réinscrire les comportements électoraux des salariés dans leurs contextes de travail et dans leurs trajectoires sociales et professionnelles. Plusieurs projets individuels sont en cours : une enquête relative aux élections TPE auprès de salariés et de responsables syndicaux ou une enquête relative aux élections au sein de Pôle Emploi auprès d'agents.

Le CERAPS entend poursuivre ses travaux sur la démocratie participative dans quatre directions. (a) Le tirage au sort, analysé dans ses débats contemporains, sera interrogé comme instrument de gouvernement et outil de démocratisation de la démocratie, tout comme la tension entre participation démocratique et critique de la démocratie représentative sera étudiée à partir des prises de position de femmes anarchistes sur le droit de vote. (b) Le rapport des élus à la participation (spécialisation dans les institutions, effets de croyances ou de désenchantement, stratégies) fera l'objet de recherches dans une perspective systématique peu explorée jusque-là. (c) La question de l'*empowerment* et des formes autonomes d'expérimentations démocratiques sera également poursuivie à travers l'étude des contre-pouvoirs dans les quartiers populaires (community organizing, Tables de quartier, etc.) dans la lignée de l'engagement du laboratoire au sein du GIS Démocratie et Participation et auprès de la revue *Participations*. (d) Enfin, autre angle mort de la recherche actuelle, les publics de la participation feront l'objet d'investigations. Une sociographie inédite des publics engagés dans les dispositifs de démocratie participative dans la région Hauts de France (conseils citoyens, conseils de développement, conseils de quartier) installés en zones urbaines, périurbaines et rurales sera engagé. Elle sera doublée d'une approche plus qualitative portant sur les participants improbables ou dits "inouïs" (les plus éloignés de la participation a priori), une analyse fine des parcours de ces citoyens permettant de replacer leur

participation dans leur trajectoire biographique, de comprendre leurs motifs et leurs motivations dans leur engagement.

2.2. Rapports de domination et résistances : mobilisations formelles et informelles

Un deuxième sous-axe de recherche porte sur les mobilisations sociales et politiques. Ces travaux analysent des activités et rapports sociaux qui ne se présentent pas explicitement comme politiques, tels que les rapports de genre ou de classes. Ils interrogent les conditions qui permettent à des groupes sociaux socialement minorés, opprimés ou discriminés d'adopter une lecture politique des rapports de dominations, ainsi que sur les formes de politisation et de mobilisation qui en découlent. Dans le cadre de ces différents projets, les chercheurs du CERAPS analysent et comparent plusieurs contextes sociaux et politiques (tels que la France, le Canada, les Etats-Unis, l'Angleterre ou le Brésil) et font jouer les échelles d'analyse (le quartier, la ville, le pays).

L'analyse des **discriminations** renouvelle les travaux sur les rapports de domination en portant attention aux mobilisations de minorités. Sous le prisme des expériences de discrimination, participation et représentation, le projet ANR EODIPAR (2015-2019) porte sur le rapport ordinaire au politique et sur les formes de mobilisation des minorités ethno-raciales dans les quartiers populaires en France, Angleterre et Amérique du Nord. L'étude du ressentiment racial des classes ouvrières et moyennes 'blanches' aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France depuis 1945 met en lumière des formes de contre-mobilisations. Les mobilisations de femmes ont donné lieu à une étude sur la relative prise en compte des revendications féministes en Espagne notamment lors des premières élections libres de la Transition démocratique (1977) et du vote de la Constitution (1978) et une autre sur les liens amicaux et de leur rôle dans la construction, la pérennité et l'essoufflement des mouvements de femmes. Les personnes en situation de handicap sont elles aussi victimes de discrimination. L'analyse de leur recours au droit et à la justice met en lumière des mobilisations de travailleurs et travailleuses *a priori* très éloignés du militantisme et des mouvements sociaux et les conditions de la formulation de leur revendication.

Les **mobilisations syndicales ou ouvrières** seront analysées à travers l'étude de la formation de la classe ouvrière à partir de l'exemple des mineurs de la Compagnie d'Anzin et de ceux du Pas-de-Calais ou de la fabrique des revendications syndicales. Une étude comparative portera sur la non-mixité dans les mouvements sociaux en France et aux Etats-Unis, à travers le croisement de plusieurs recherches ethnographiques et socio-historiques des mouvements antiracistes, féministes et ouvrières (syndicales). Les mobilisations en **contexte autoritaire** et les pratiques de résistances et de reconfiguration de la conflictualité sociale au Brésil.

Les travaux menés par les membres du CERAPS portent attention aux conditions qui permettent à des groupes socialement minorés ou stigmatisés de formuler une revendication et de se mobiliser et aux processus de participation qui se produisent hors des espaces assignés explicitement au politique. Dans le cadre du Laboratoire international associé, qui lie autour de projets communs les chercheurs du CERAPS et de l'Université de Montréal, l'analyse des **politiques informelles**, permet de prolonger ce questionnement en sortant des espaces traditionnellement politiques pour aller voir la politique « autre part ». Ces recherches mettront en évidence les conditions qui permettent à des mobilisations informelles d'être perçues et labélisées comme politiques et leurs incidences sur la socialisation politique ou la politisation

individuelle. Elles renouvellent ainsi les travaux existants sur les conflits sociaux, la politisation et les rapports de domination.

2.3. Circulation et appropriation des idées politiques, entre productions idéologiques et représentations médiatiques

Le troisième sous-axe de recherche questionne les transformations des modalités de production, de circulation et d'appropriation des représentations et des idéologies politiques, au regard des métamorphoses des technologies médiatiques, des acteurs qui les mobilisent et des usages qu'elles rendent possibles.

La production idéelle sera tout d'abord appréhendée dans une **perspective sociohistorique**. Analysant les rapports entre religion et émancipation, le projet ReMouS vise à **interroger les « religions » socialistes** au XIXe siècle, afin de comprendre comment et pourquoi les mouvements ouvriers d'émancipation ont adopté des formes religieuses, tant dans leurs discours que dans leurs pratiques. Dans cette optique socio-historienne seront également étudiées les prises en charge politiques des catastrophes minières, pour étudier la façon dont un événement accidentel est doté d'une valeur politique par différents acteurs en lutte qui cherchent à en imposer une interprétation et à se positionner comme les représentants des mineurs.

D'avantage attachés à la situation présente, différents chercheurs poursuivront leurs investigations relatives à **la fabrique des corpus idéologiques et programmatiques au sein des partis** et notamment ceux qui visent à renouveler l'offre électorale. Cette énigme porte d'une part sur La République en marche (LREM) afin de comprendre comment s'est mobilisée cette entreprise pour construire l'objet « programme » dans une conjoncture de campagne très singulière, et plus spécifiquement pour en étudier la déclinaison sur les enjeux fiscaux. Elle concerne d'autre part La France insoumise et d'autres formations de gauche européenne (Enhedslisten et Die Linke) afin de mettre en évidence les logiques de diffusion et de circulation des idées écologistes dans des familles politiques traditionnellement affiliées aux mouvements ouvriers.

D'autres chercheurs entendent analyser **les modalités de publicisation des causes** dans un contexte de bouleversement de l'environnement médiatique. Il s'agit notamment de saisir les conditions qui rendent possible l'enclenchement de controverses au sujet de morts consécutives à des interventions policières, en comparaison de nombreux cas qui ne bénéficient que d'un très faible écho journalistique. Une autre recherche entreprend de saisir les ressorts des « révélations » journalistiques mettant en cause les élites politiques et économiques, en France et dans des configurations autoritaires. Il s'agira également d'expliquer l'inégale propension des médias d'information à « reprendre » les enquêtes de journaux spécialisés dans l'investigation, *Le Canard enchaîné* et Médiapart. Ces interrogations visent à enrichir la compréhension de la trajectoire des problèmes publics, en particulier lorsqu'ils sont adossés à des controverses scientifiques. Il conviendra notamment de montrer dans quelle mesure la capacité à se faire entendre sur la question de l'antibiorésistance renvoie aux modalités de mobilisation des professionnels du milieu scientifique.

Les travaux menés au sein du CERAPS s'inscrivent également dans les débats scientifiques relatifs aux **incidences des médias électroniques sur les pratiques de participation politique** et, plus généralement, sur le rapport des citoyens ordinaires au politique. Mobilisant de nombreux chercheurs du laboratoire, le projet

APPEL vise à se demander dans quelle mesure les nouvelles technologies contribuent ou non à une transformation du pétitionnement, du point de vue de la sociologie des pétitionnaires, du sens accordé à leur engagement ou encore du rapport entre les réseaux en ligne et hors-ligne qui sous-tendent de telles mobilisations. C'est une telle perspective, mais sur un objet et un terrain sensiblement différent, qui anime le projet Médias sociaux et Mondes arabes (MEMA) engagé en 2017. A partir d'enquêtes réalisées au Liban, en Tunisie et au Koweït, il s'agit d'inventer un dispositif d'analyse des activités politiques en ligne qui surmonte l'opposition entre approches internistes et externistes. Ces deux projets s'accompagnent d'un volet juridique focalisé sur la protection des données personnelles dont la dimension politique en renforce le caractère sensible.

Les métamorphoses de l'écosystème médiatique sous l'effet des technologies numériques invitent à questionner **les déplacements des frontières instituées entre professionnels de la représentation politique, journalistes, militants, citoyens ordinaires**, ainsi que le basculement du "media-centered political activism" vers un "media-rooted political activism". C'est en particulier le cas du projet « François Ruffin, député-reporter » qui vise à saisir les conditions de la construction d'une figure singulière à l'Assemblée nationale, au regard d'une trajectoire personnelle toujours marqué par la multipositionnalité.

Enfin, deux enquêtes récemment engagées se penchent sur **les mutations du rapport des jeunes au et à la politique**, afin notamment de tester l'hypothèse d'un impact des nouveaux usages médiatiques sur les modalités de politisation. Il s'agit d'une part du projet "Le rapport des jeunes à la politique sur les réseaux sociaux", financé par l'INJEP, qui, à partir de questionnaires, d'entretiens de groupe et d'observations en ligne, vise à analyser le rapport des différentes fractions de la jeunesse primo-votante (des jeunes déscolarisés et sans emploi aux étudiants des grandes écoles) au politique (au sens large du terme) sur Internet et les réseaux sociaux. D'autre part, le projet « PIA jeunesse » entreprend le suivi de cohortes de 'jeunes' de la métropole lilloise sur l'évolution de leur rapport au politique suite à la participation dans certains dispositifs publics.